

FONDS
D'EQUIPEMENT
COMMUNAL
صندوق التجهيز
الجمساعي



COMMUNICATION FINANCIÈRE AU 30 JUIN 2024

Communiqué de presse du Fonds d'Équipement Communal à l'occasion de la publication du Rapport Financier Semestriel S1 2024

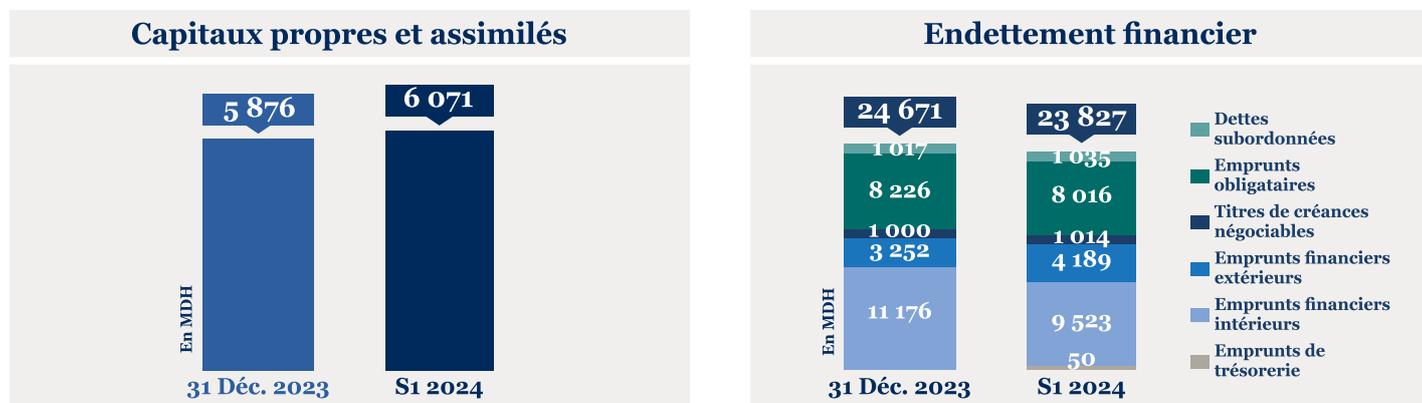


Au terme du S1 2024, le PNB du Fonds d'Équipement Communal s'est établi à 326 MDH, soit un niveau comparable à celui enregistré au cours de la même période de l'année précédente.

Les engagements de prêts et les décaissements de prêts ont atteint respectivement, 1 505 MDH et 817 MDH à fin juin 2024, et ont permis au FEC de contribuer au financement de plusieurs projets portés par les Collectivités Territoriales dans différents secteurs d'intervention. Il y a lieu de souligner que le S1 2024 a été marqué par un retour de l'activité de prêts à un niveau normatif par rapport à l'année 2023, laquelle avait été marquée par le co-financement par le FEC d'un projet stratégique, qui se distingue par l'importance de son volume d'investissement.

A travers ces nouveaux financements, les créances sur la clientèle ont atteint plus de 27 MMDH à fin juin 2024, soit une hausse de 2% en glissement annuel.

Compte tenu du niveau enregistré du PNB et de la qualité du portefeuille de la Banque à date, le résultat net s'est établi à 177 MDH au terme du S1 2024, en progression de 3% par rapport au S1 2023.



Les capitaux propres et assimilés ont franchi le cap des 6 MMDH à fin juin 2024, et enregistrent une hausse de plus de 3% par rapport à fin 2023, permettant ainsi à la Banque de renforcer son assise financière, afin de continuer à accompagner les besoins croissants des Collectivités Territoriales.



Les données du présent communiqué sont auditées.

Pour tout contact relatif à la communication financière

Mme Sanaa BALAFREJ, Responsable de la communication financière : 05 37 56 90 32

Lien internet pour accéder au Rapport Financier Semestriel S1 2024

https://www.fec.ma/medias/RFS_S1_2024.pdf

www.fec.ma

Date de publication :
Le 30 septembre 2024

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2024



BILAN		
	(en milliers MAD)	
ACTIF	30 juin 2024	31 déc 2023
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	56 467	8 522
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 986 421	1 251 600
A Vue	9 416	907
A Terme	1 977 006	1 250 692
CREANCES SUR LA CLIENTELE	27 049 142	28 061 641
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	2 344	2 403
Crédits et financements participatifs à l'équipement	26 949 118	28 017 114
Crédits et financements participatifs immobiliers	13 760	14 559
Autres crédits et financements participatifs	83 920	27 565
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
AUTRES ACTIFS	443 398	539 438
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
Participation dans les entreprises liées	-	-
Autres titres de participation et emplois assimilés	25	25
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
DEPOTS D'INVESTISSEMENT PLACES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75	95
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 009	40 931
TOTAL ACTIF	29 577 537	29 902 251

PASSIF		
	(en milliers MAD)	
	30 juin 2024	31 déc 2023
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	13 761 506	14 428 012
A Vue	-	-
A Terme	13 761 506	14 428 012
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Créditeurs	-	-
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Créditeurs	-	-
DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	9 030 251	9 226 263
Titres de Créance Négociables	1 014 177	1 000 154
Emprunts Obligataires	8 016 074	8 226 109
Autres Titres de Créance Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	625 818	283 028
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	88 469	88 469
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	1 035 283	1 016 831
DEPOTS D'INVESTISSEMENT RECUS	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	3 859 648	3 660 561
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES, CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	176 562	199 087
TOTAL PASSIF	29 577 537	29 902 251

HORS BILAN		
	(en milliers MAD)	
	30 juin 2024	31 déc 2023
ENGAGEMENTS DONNES	5 514 692	4 990 773
Engagements de emancement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	5 514 692	4 990 773
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	3 211 485	2 132 329
Engagements de financement recus d'établissements de crédit et assimilés	3 211 485	2 132 329
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		
	(en milliers MAD)	
	30 juin 2024	30 juin 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	764 272	676 255
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 536	7 606
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	730 818	649 179
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	17 888
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	917	553
Autres produits bancaires	-	1 029
Transfert de charges sur dépôts d'investissement recus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	438 496	349 104
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	259 308	188 591
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	179 154	160 462
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	93	51
Transfert de produits sur dépôts d'investissement recus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	325 776	327 151
Produits d'exploitation non bancaire	460	264
Charges d'exploitation non bancaire	69	89
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	30 417	29 895
Charges de personnel	23 751	24 153
Impôts et taxes	424	426
Charges externes	3 232	2 726
Autres charges générales d'exploitation	1 806	1 403
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 205	1 167
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 848	3 910
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	2 848	3 910
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 807	613
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 807	613
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
RESULTAT COURANT	294 708	294 134
Produits non courants	0	19
Charges non courantes	14 527	15 119
RESULTAT AVANT IMPOTS	280 182	279 034
Impôts sur les résultats	103 620	107 073
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	176 562	171 961



ETAT DES SOLDES DE GESTION		
	(en milliers MAD)	
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30 juin 2024	30 juin 2023
(+) Intérêts et produits assimilés	763 354	674 673
(-) Intérêts et charges assimilés	438 463	349 053
MARGE D'INTERET	324 892	325 620
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA	-	-
(+) Commissions perçues	917	553
(-) Commissions servies	33	51
MARGE SUR COMMISSIONS	884	502
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	1 029
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	-	1 029
(+) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	325 776	327 151
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	460	264
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	69	89
(-) Charges générales d'exploitation	30 417	29 895
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	295 750	297 430
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 041	3 297
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	-
RESULTAT COURANT	294 708	294 134
RESULTAT NON COURANT	- 14 527	- 15 100
(-) Impôts sur les résultats	103 620	107 073
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	176 562	171 961

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
	30 juin 2024	30 juin 2023
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	176 562	171 961
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 205	1 187
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	113	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	177 653	173 148
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	177 653	173 148

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		
	(en milliers MAD)	
	30 juin 2024	31 déc 2023
Produits d'exploitation bancaire perçus	764 272	1 402 869
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	460	540
Charges d'exploitation bancaire versées	438 496	733 618
Charges d'exploitation non bancaire versées	14 586	180 511
Charges générales d'exploitation versées	23 213	59 638
Impôts sur les résultats versés	103 620	210 819
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	178 807	218 823
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 734 822	- 1 251 379
Créances sur la clientèle	1 011 457	- 1 214 874
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	96 040	23 641
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 666 505	1 762 205
Dépôts de la clientèle	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	- 177 559	- 725 869
Autres passifs	342 790	11 632
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 128 599	- 1 394 644
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	50 208	- 1 175 821
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	1 131 044
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 263	1 176
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 2 263	1 129 869
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie recus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement recus	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Dépôts d'investissement remboursés	-	-
Intérêts versés	-	-
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-	-
Dividendes versés	-	-
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	-
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III-IV+V)	47 945	- 45 952
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	8 522	54 474
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	56 467	8 522

PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES	
INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT	
* Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Établissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.	
* Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.	
Les principes des dispositions appliquées se résument comme suit :	
- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-doutées, douteuses ou compromises.	
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotas de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :	
- 20 % pour les créances pré-doutées,	
- 50 % pour les créances douteuses,	
- 100 % pour les créances compromises.	
* Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.	
Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.	
* Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.	

ÉTAT DES DEROGATIONS		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILÉS (en milliers MAD)						
CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total	Total
					30 juin 2024	31 déc 2023
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	53 933	9 411	4	-	63 348	7 224
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRÉSORERIE	1 950 000	-	-	-	1 950 000	1 250 000
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	1 950 000	-	-	-	1 950 000	1 250 000
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉANCES	-	-	-	-	-	-
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	2 513	27 006	-	-	29 519	2 851
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	56 446	1 986 417	4	-	2 042 867	1 260 076

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (en milliers MAD)						
CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clients		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS À LA CONSOMMATION	-	-	2 344	-	2 344	2 403
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT	26 319 577	-	-	-	26 319 577	27 193 075
CRÉDITS IMMOBILIERS	-	-	13 760	-	13 760	14 559
AUTRES CRÉDITS DE TRÉSORERIE	-	-	-	-	-	-
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	629 541	-	-	-	629 541	824 039
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	83 920	-	-	-	83 920	27 565
Créances pré-doutées	82 644	-	-	-	82 644	7 488
Créances douteuses	680	-	-	-	680	19 481
Créances compromises	596	-	-	-	596	-
TOTAL	27 033 038	-	16 104	-	27 049 142	28 061 641

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR (en milliers MAD)						
Titres	Établissements de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total	Total
			Financiers	Non financiers		
Titres cotés	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres non cotés	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES									
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retrêts au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis, et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 131	-	-	21 131	21 037	19	-	21 056	75
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	21 131	-	-	21 131	21 037	19	-	21 056	75
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	125 098	2 263	677	126 685	84 168	1 185	677	84 676	42 009
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	31 516	776	-	32 292	37 031
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	7 229	-
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	30 890	765	-	31 655	29 540
Immeubles d'exploitation, Logements de fonctions	900	-	-	900	626	11	-	637	263
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	27 759	1 582	677	28 664	27 092	164	677	25 579	2 085
Mobilier de bureau d'exploitation	7 921	-	-	7 921	7 705	27	-	7 732	189
Matériel de bureau d'exploitation	950	-	-	950	949	0	-	949	1
Matériel informatique	18 211	1 582	-	19 793	17 761	137	-	17 898	1 895
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	677	-	677	-	677	-	677	-	-
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	18 180	679	-	18 859	17 353	151	-	17 504	1 355
IMMOBILISATION CORPORELLE HORS EXPLOITATION	9 837	-	-	9 837	8 206	94	-	8 300	1 539
Terrain hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	4 061	69	-	4 130	1 415
Mobilier et matériel hors exploitation	2 344	-	-	2 344	2 234	14	-	2 247	97
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 948	2	-	1 950	1 911	11	-	1 922	27
TOTAL	146 230	2 263	677	147 816	105 204	1 205	677	105 732	42 084

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT (en milliers MAD)						
Titres	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres de placement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS (en milliers MAD)			
ACTIF	30 juin 2024	31 déc 2023	
Instruments optionnels achetés	-	-	
Opérations diverses sur titres	-	-	
Débiteurs divers	149 642	263 826	
Sommes dues par l'Etat	149 029	263 483	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes dues par le personnel	-	-	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	613	343	
Valeurs et emplois divers	-	-	
Comptes de régularisation	293 756	275 612	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-	
Comptes d'écart sur devises et titres	4 462	5 553	
Résultats sur produits dérivés de couverture	212 516	215 359	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	8 024	4 050	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	68 412	50 301	
Autres comptes de régularisation	343	339	
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-	
TOTAL	443 398	539 438	

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS (en milliers MAD)									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participation dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépôtairerie Central	100 000	0,025%	25	25	31/12/2023	350 268	16 199	-
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25		350 268	16 199	-
EMPLOIS ASSIMILÉS									
TOTAL GENERAL				25	25		350 268	16 199	-

CRÉANCES SUBORDONNÉES (en milliers MAD)					
CRÉANCES SUBORDONNÉES	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
	30 juin 2024	31 déc 2023		30 juin 2024	31 déc 2023
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés					
Créances subordonnées à la clientèle					
TOTAL					

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (en milliers MAD)									
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retrêts au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements (Dotations au titre de l'exercice)	Quantité des engagements	Dotations au titre de l'exercice	Provisions (Provisions des provisions)	Montant net à la fin de l'exercice
Credite-bail sur immobilisations incorporelles									
Credite-bail mobilier									
Credite-bail mobilier en cours									
Credite-bail mobilier loué									
Credite-bail mobilier non loué après réalisation									
Credite-bail immobilier									
Credite-bail immobilier en cours									
Credite-bail immobilier loué									
Credite-bail immobilier non loué après réalisation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
Immobilisations données en location simple									
Biens mobiliers en location simple									
Biens immobiliers en location simple									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
TOTAL									

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (en milliers MAD)									
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retrêts au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis, et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE	21 131	-	-	21 131	21 037	19	-	21 056	75
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	21 131	-	-	21 131	21 037	19	-	21 056	75
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	125 098	2 263	677	126 685	84 168	1 185	677	84 676	42 009
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	31 516	776	-	32 292	

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS (en milliers MAD)							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
19/01/2024	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	677	677	-	113	113	-
TOTAL		677	677		113	113	-



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)						
DETTES	Bank AlMaghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30 juin 2024	Total 31 déc 2023
	COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	50 000	-	-	50 000	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	50 000	-	-	50 000	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	7 536 032	1 850 000	3 938 014	13 324 046	13 977 995
AUTRES DETTES	-	-	-	214 231	214 231	211 956
INTERETS COURUS A PAYER	-	102 297	34 684	36 248	173 229	238 061
TOTAL		7 688 329	1 884 684	4 188 493	13 761 506	14 428 012

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)						
DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30 juin 2024	Total 31 déc 2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	-	-	-	-	-
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Depôts à terme	-	-	-	-	-	-
Autres comptes créditeurs	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-	-
TOTAL						

TITRES DE CREANCES EMIS (30 juin 2024 en milliers MAD)								
NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres entreprises
Titres de créance négociables								
Certificat de Dépôt	30/12/2019	30/12/2024	100	2,82%	In fine	1 000 000	-	-
Emprunts obligataires						7 824 933		
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	200 000	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	3,44%	Amortissable	339 600	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2034	100	3,69%	In fine	151 000	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	338 000	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,86%	In fine	60 000	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,86%	In fine	250 000	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	170 687	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	3,64%	In fine	235 000	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	4,04%	Amortissable	242 687	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	480 000	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2027	100	3,59%	In fine	200 000	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,79%	Amortissable	600 000	-	-
Emprunts obligataires	19/07/2018	19/07/2033	100	3,84%	Amortissable	666 687	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	366 687	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	1 100 000	-	-
Emprunts obligataires	18/12/2020	31/03/2036	100	3,70%	Amortissable	1 600 000	-	-
Emprunts obligataires	12/01/2022	12/01/2037	100	3,70%	Amortissable	866 687	-	-
TOTAL						8 824 933		

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (en milliers MAD)			
PASSIF	30 juin 2024	31 déc 2023	
Instruments optionnels vendus	-	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-	-
Créditeurs divers	519 014	227 318	
Sommes dues à l'Etat	135 143	225 074	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	-	685	
Sommes diverses dues au personnel	-	-	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-	
Fournisseurs de biens et services	3 714	1 484	
Divers autres créditeurs	380 157	74	
Comptes de régularisation	108 804	55 710	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écart sur devises et titres	932	131	
Résultats sur produits dérivés de couverture	91 658	43 583	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-	
Charges à payer et produits constatés d'avance	8 280	11 654	
Autres comptes de régularisation	5 734	342	
TOTAL	625 818	283 028	

PROVISIONS (en milliers MAD)					
	Encours 31 déc 2023	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30 juin 2024
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF :	18 348	2 848	1 807	-	19 389
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	7 966	2 848	1 807	-	9 007
Titres de placements	-	-	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	10 382	-	-	-	10 382
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	88 469	-	-	-	88 469
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	88 469	-	-	-	88 469
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	106 817	2 848	1 807	-	107 858

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)					
	Objet économique	Montant global	Montant 31 déc 2023	Utilisation 30 juin 2024	Montant 30 juin 2024
Subventions					
Fonds publics affectés					
Fonds spéciaux de garantie					
TOTAL					

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)									
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées	
						Montant (c/v MAD) 30 juin 2024	Montant (c/v MAD) 31 déc 2023	Montant (c/v MAD) 30 juin 2024	Montant (c/v MAD) 31 déc 2023
Dirhams	200 000		3,81%	10		200 000	-	-	-
Dirhams	800 000		3,66%	10		800 000	-	-	-
TOTAL	1 000 000					1 000 000	-	-	-

(1) Cours Bank AlMaghrib au 31/12/N
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)				
CAPITAUX PROPRES	Encours 31 déc 2023	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30 juin 2024
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Reserves et primes liées au capital	3 660 561	199 087	-	3 859 648
Autres réserves	3 660 561	199 087	-	3 859 648
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets de l'exercice (+/-)	199 087	- 199 087	176 562	176 562
TOTAL	4 859 648	-	176 562	5 036 210

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)			
ENGAGEMENTS	30 juin 2024	31 déc 2023	
Engagements de financement et de garantie donnés	5 514 692	4 990 773	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-	
Crédits documentaires import	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	
Duvertures de crédit confirmées	-	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
Autres engagements de financement donnés	-	-	
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5 514 692	4 990 773	
Crédits documentaires import	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	
Duvertures de crédit confirmées	5 514 692	4 990 773	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
Autres engagements de financement donnés	-	-	
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-	
Crédits documentaires export confirmés	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	
Garanties de crédit données	-	-	
Autres cautions, avais et garanties donnés	-	-	
Engagements en souffrance	-	-	
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-	
Garanties de crédit données	-	-	
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-	
Autres cautions et garanties données	-	-	
Engagements en souffrance	-	-	
Engagements de financement et de garantie recus	3 211 485	2 132 329	
Engagements de financement recus d'établissements de crédit et assimilés	3 211 485	2 132 329	
Duvertures de crédit confirmées	3 211 485	2 132 329	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Autres engagements de financement recus	-	-	
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	
Garanties de crédits	-	-	
Autres garanties recus	-	-	
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-	
Garanties de crédits	-	-	
Autres garanties recus	-	-	

ENGAGEMENTS SUR TITRES (30 juin 2024 en milliers MAD)	
ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	
Titres achetés à réméré	-
Autres titres à livrer	-
Engagements recus	
Titres vendus à réméré	-
Autres titres à recevoir	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES (en milliers MAD)				
	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30 juin 2024	31 déc 2023	30 juin 2024	31 déc 2023
Opérations de change à terme	120 658	171 775	-	-
Devises à recevoir	-	-	-	-
Dirhams à livrer	212 516	215 359	-	-
Devises à livrer	-	-	-	-
Dirhams à recevoir	91 858	43 583	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-



VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE 30 juin 2024 (en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnée	Montants des créances ou des engagements par signature donnée couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	380 000		380 000

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-		-

NEANT

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE 30 juin 2024 (en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	63 349	-	1 950 000	-	-	2 013 349
Créances sur la clientèle	329 209	199 834	1 726 664	9 008 230	14 996 484	26 260 422
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	392 558	199 834	3 676 664	9 008 230	14 996 484	28 273 770
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	217 651	50 000	788 765	4 329 516	8 202 345	13 588 277
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	248 000	-	1 645 933	4 543 400	2 387 600	8 824 933
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000
TOTAL	465 651	50 000	2 434 698	8 872 916	11 589 945	23 413 210

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE 30 juin 2024 (en milliers MAD)

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire

NEANT

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE 30 juin 2024 (en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	4 188 493
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 188 493
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	Montant
ENGAGEMENTS DONNES	-
ENGAGEMENTS REÇUS	2 711 485

MARGE D'INTERET (en milliers MAD)

	30 juin 2024	30 juin 2023
Intérêts perçus	763 354	674 673
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 536	7 606
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	730 818	649 179
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	17 888
Intérêts servis	438 463	349 053
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	259 308	188 591
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	179 154	160 462
TOTAL	324 892	325 620

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE 30 juin 2024 (en milliers MAD)

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement	-
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	-
Titres de l'activité de portefeuille	-
Emplois assimilés	-
TOTAL	-

NEANT

COMMISSIONS 30 juin 2024 (en milliers MAD)

COMMISSIONS	Montant
Commissions perçues	917
Sur opérations avec les établissements de crédit	-
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	917
Commissions versées	33
Sur opérations avec les établissements de crédit	6
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	26
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE (en milliers MAD)

PRODUITS ET CHARGES	30 juin 2024	30 juin 2023
Produits	-	1 029
Gains sur les titres de transaction	-	1 029
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
Charges	-	-
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur les opérations de change	-	-
RESULTAT	-	1 029

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION 30 juin 2024 (en milliers MAD)

	Montant
Charges du personnel	23 751
Impôts et taxes	424
Charges externes	3 232
Autres charges générales d'exploitation	1 806
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	1 205
TOTAL	30 417

AUTRES PRODUITS ET CHARGES 30 juin 2024 (en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	-
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	33
Produits et charges d'exploitation non bancaires	460
Produits d'exploitation non bancaires	460
Charges d'exploitation non bancaires	69
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 848
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 807
Produits et charges non courants	0
Produits non courants	0
Charges non courantes	14 527

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE 30 juin 2024 (en milliers MAD)

VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
Pôle d'Activité	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt
Activité bancaire	325 776	295 750	280 182
Autres Activités	-	-	-
TOTAL	325 776	295 750	280 182
VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
Zone Géographique	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt
Maroc	325 776	295 750	280 182
Autres Zones	-	-	-
TOTAL	325 776	295 750	280 182

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL 30 juin 2024
(en milliers MAD)

INTITULES	Montant	Montant
I- Résultat Net Comptable	176 562	
Bénéfice net	176 562	
Perte nette	-	
II- Réintégrations fiscales	117 582	
1- Courantes	-	
2- Non courantes	117 582	
Impôts sur les sociétés	103 620	
Contribution sociale de solidarité	13 962	
-	-	
-	-	
III- Déductions fiscales		25 000
1- Courantes	-	
-	-	
-	-	
-	-	
2- Non courantes	25 000	
1/5 Contribution au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19)	10 000	
1/5 Contribution au Fonds Spécial pour la gestion des impacts du séisme du 8 septembre 2023	15 000	
-	-	
-	-	
TOTAL	294 143	25 000
IV- Résultat brut fiscal		269 143
Bénéfice brut fiscal (A)		269 143
Déficit brut fiscal (B)		-
V- Reports déficitaires imputés (C)*		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		
VI- Résultat net fiscal		269 143
Bénéfice net fiscal (A - C)		269 143
OU		
Déficit net fiscal (B)		-
VII- Cumul des amortissements fiscalement différés		
VIII- Cumul des déficits fiscaux restant à reporter		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		

(*) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS 30 juin 2024
(en milliers MAD)

I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	294 708
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	-
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	-
(=) Résultat courant théoriquement imposable	294 708
(-) Impôt théorique sur résultat courant	113 463
(=) Résultat courant après impôts	181 246

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE 30 juin 2024
(en milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	10 053	115 358	106 075	19 336
B- TVA à récupérer	10 342	44 006	50 680	3 667
Sur charges	10 342	43 869	50 549	3 661
Sur immobilisations	0	137	131	6
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	- 289	71 352	55 394	15 668

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL 30 juin 2024
(en milliers MAD)

Montant du capital :	1 000 000			
Montant du capital social souscrit non appelé :	-			
Valeur nominale des titres :	-			
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus	Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice précédent	Exercice actuel	
ETAT			100	100
TOTAL			100	100

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE 30 juin 2024
(en milliers MAD)

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du CA : 29/05/2024			
Report à nouveau	-	Réserves légales	-
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	-
Résultats net de l'exercice	199 087	Autres affectations	199 087
Prélèvement sur les bénéfices	-		
Autres prélèvements	-		
TOTAL A	199 087	TOTAL B	199 087

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES (en milliers MAD)

	30 juin 2024	31 déc 2023	31 déc 2022
Capitaux propres et assimilés	5 036 210	4 859 648	4 660 561
A déduire -Montant concernant le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	-	-	-
Capitaux propres et assimilés nets	5 036 210	4 859 648	4 660 561
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	325 776	669 251	661 461
Résultat avant impôts	280 182	409 906	554 026
Impôts sur les résultats	103 620	210 819	216 131
Bénéfices distribués	-	-	-
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	176 562	199 087	337 895
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale	86	89	91
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	-	-
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	25 084	42 948	40 887
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	86	89	91

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS (en milliers MAD)

I. DATATION	
Date de clôture (1)	30/06/2024
Date d'établissement des états de synthèse (2)	Septembre 2024

(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ère} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indication des événements
	Favorables
	Défavorables

NEANT

EFFECTIFS (En nombre)

EFFECTIFS	30 juin 2024	31 déc 2023
Effectifs rémunérés	85	87
Effectifs utilisés	85	87
Effectifs équivalent plein temps	85	87
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	79	81
Employés (équivalent plein temps)	6	6
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS (en milliers MAD)

TITRES	Nombre de comptes		Montant	
	30 juin 2024	31 déc 2023	30 juin 2024	31 déc 2023

Titres dont l'établissement est dépositaire
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion

NEANT

RESEAU (en nombre)

RESEAU	30 juin 2024	31 déc 2023
--------	--------------	-------------

Guichets permanents
Guichets périodiques
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque
Succursales et agences à l'étranger
Bureaux de représentation à l'étranger

NEANT

COMPTES DE LA CLIENTELE (En nombre)

COMPTES DE LA CLIENTELE	30 juin 2024	31 déc 2023
-------------------------	--------------	-------------

Comptes courants
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger
Autres comptes chèques
Comptes d'affacturage
Comptes d'épargne
Comptes à terme
Bons de caisse
Autres comptes de dépôts

NEANT

Etat des créances en souffrance et des provisions correspondantes au 30/06/2024 (en milliers MAD)

	30 juin 2024		31 déc 2023	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Prêts Classiques				
Créances préoutreuses	88 122	3 442	7 919	312
Créances douteuses	756	75	22 593	2 164
Créances compromises	5 927	5 344	5 927	5 344
Sous total 1	94 805	8 861	36 428	7 820
Prêts MEN				
Créances préoutreuses	-	-	-	-
Créances douteuses	-	-	-	-
Créances compromises	851	146	851	146
Sous total 2	851	146	851	146
Total Général	95 656	9 007	37 279	7 966



1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement et de l'Éau ;
- 1 représentant du Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable ;
- le représentant de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'État et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publics (ANGSPE) ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'État et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publics, ou son représentant, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale, ou son représentant (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures, ou son représentant (Ministère de l'Économie et des Finances).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue des présentations devant le Comité d'Audit et des Risques, émanation du Conseil d'Administration, sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques. Le CAR rend compte de ses travaux régulièrement au Conseil d'Administration, à l'occasion de chacune de ses réunions.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Gouverneur, Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
 - 2 représentants désignés par le Ministère de l'Économie et des Finances ;
 - 1 représentant désigné par le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion.
- Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie globale de gestion des risques du FEC ;
- s'assurer de la conformité des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la Banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres (FP)...), conformément aux orientations stratégiques du Conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- d'évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- de définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- de veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- d'évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- de suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- de valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Comité de Sécurité du Système d'Information

Le Comité de Sécurité du Système d'Information (CSSI) est chargé notamment de veiller au suivi de la mise en œuvre de la politique de sécurité SI et de son respect par les collaborateurs du FEC et par les tiers et de l'évolution du plan de traitement des risques liés à la sécurité SI notamment les risques de cybersécurité.

Le Comité de Sécurité du Système d'Information, placé sous la présidence du Secrétaire Général ou de son représentant, est composé des membres suivants :

- Le Directeur Délégué en charge de la Direction Système d'Information ;
 - Le Directeur Délégué en charge de la Direction des Risques et Contrôle Permanent ;
 - Le Chief Project Management Office ;
 - Le Responsable de la Sécurité du Système d'information ;
 - Le Chargé des Infrastructures Technologiques (Sécurité opérationnelle).
- Le CSSI a notamment pour missions de :
- Veiller au suivi de la mise en œuvre de la politique de sécurité SI et de son respect par les collaborateurs du FEC et par les tiers ;
 - Piloter globalement les plans d'actions dans le domaine de la sécurité SI, à savoir la validation, l'engagement de moyens associés et la vérification de la bonne réalisation de ces plans d'actions ;
 - Suivre l'évolution du plan de traitement des risques liés à la sécurité SI et s'assurer de la revue régulière de la cartographie des risques sécurité ;
 - Suivre les projets structurants dans le domaine de la sécurité SI ;
 - Examiner les indicateurs de Sécurité SI et assurer le suivi des actions permettant leur amélioration ;
 - Traiter les questions relatives aux incidents majeurs liés à la sécurité du SI ;
 - Approuver l'affectation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions de sécurisation du système d'information ;
 - Arbitrer sur les priorités de la banque en termes de sécurité SI.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Direction Juridique, Conformité et Gouvernance

La Direction Juridique, Conformité et Gouvernance est chargée notamment d'assurer la sécurité des actes et des engagements de la Banque, d'apprécier les risques juridiques éventuels encourus par l'Institution et mettre en place les procédures appropriées pour leur gestion, d'assurer le suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC et de superviser et renforcer les mécanismes de gouvernance interne de la Banque. Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code d'éthique et de déontologie applicable au personnel du FEC.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

2. Exposition aux risques

Eu égard à la nature de ses activités, le profil de risque du FEC tel que formalisé au niveau de la Stratégie Globale des Risques, se présente comme suit :

Le risque de crédit : Le risque que les emprunteurs du FEC ne puissent pas honorer leurs engagements contractuels.

Le risque de concentration : Il s'agit du risque inhérent à une exposition individuelle importante, de nature à engendrer des pertes pouvant menacer la solidité financière de la Banque ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.

Les risques environnementaux et sociaux : Ces risques peuvent se matérialiser par une atteinte à l'environnement (pollution de l'air, des sols, des eaux, ...) ou à la vie économique des individus se traduisant par une diminution de leurs revenus, un accroissement de leurs dépenses.

La responsabilité de gestion de ces risques incombe aux clients et aux autorités compétentes. Le rôle du FEC est d'appréhender les principaux enjeux environnementaux et sociaux des projets financés et vérifier le respect par ses clients des exigences législatives et réglementaires en la matière.

Les risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Le risque structurel de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et la valeur économique de ses fonds propres.

Le risque structurel de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire les demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Le risque structurel de change : Le risque qu'une fluctuation des taux de change impacte négativement les revenus de la Banque.

Le risque de non-conformité : correspond à l'exposition du FEC aux risques de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'observation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Le risque stratégique : Le risque inhérent à la stratégie choisie ou résultant de l'incapacité de l'établissement à mettre en œuvre son plan stratégique.

Le risque de réputation : Le risque résultant d'une perception négative de la part notamment des contreparties ou des régulateurs pouvant affecter défavorablement la capacité de l'établissement à remplir sa mission et son accès aux sources de financement.

Le risque de cybersécurité : Le risque que le FEC soit confronté à une attaque ou une violation de sécurité informatique qui peut compromettre la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des données de ses clients, des transactions financières ou d'autres informations sensibles.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'auto-financement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Économie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

À la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
 - l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
 - le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%, sauf dérogation expresse du Conseil d'Administration.
- Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :
- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques ;
 - l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'auto-financement ;
 - l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC ;
 - l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets ;
 - le jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et la proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

A fin juin 2024 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 7 833 695 Millions de DH et sont constitués à hauteur de 84% du risque de crédit et de 16% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 77,04%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 64,27% reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,9% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 27 060 878 Millions de DH au 30 juin 2024.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 30 juin 2024, à 5 514 692 Millions de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 30 juin 2024, fait ressortir que 62,63% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient Maximum de Division Des Risques (CMDR)

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient maximum de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient maximum de division des risques s'établit, selon les modalités de la circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib à 9,55% à fin juin 2024 se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM. En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress tests ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress tests minimaux au sens de l'adite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La gestion des risques ALM est assurée au sein du Pôle Finance par le Département Contrôle de Gestion et ALM.

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif-Passif.

Gestion Actif/Passif

Le FEC a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciaux tels que les risques de liquidité, de taux d'intérêts et de change, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres financiers de la Banque, le dispositif ALM veille à :

- assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- s'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres ;
- orienter la stratégie de la Banque en matière de refinancement.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité se définit comme étant le risque pour la Banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

Le FEC peut être exposé au risque de liquidité qui peut se présenter sous l'une des formes suivantes :

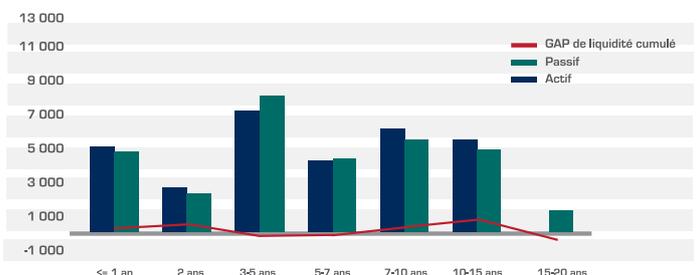
- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un tirage important des engagements de financement donnés aux CT ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Approche retenue dans le calcul des Gaps de liquidité :

La mesure de ce risque est basée sur des éléments de bilan à une date d'arrêté donnée, classés selon leur durée résiduelle, et sur lesquels sont appliquées les lois d'écoulement et conventions ALM. L'impatte statique en flux permet de déterminer l'excédent ou le besoin de ressources à moyen/long termes dans l'hypothèse qu'il n'y ait pas de production nouvelle d'actifs et de passifs.

Au 30 Juin 2024, le profil des impasses de liquidité se présente comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE LIQUIDITÉ



Gestion du Risque de Taux d'intérêt (IRRBB)

Le risque de taux d'intérêt correspond à la sensibilité du bilan quant aux mouvements futurs des taux d'intérêt. L'appréciation de ce risque s'effectue à travers un ensemble de simulations de stress tests, notamment dans le cadre des six scénarii réglementaires suivants :

Scénario 1 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la hausse (+ 200 bps) ;

Scénario 2 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la baisse (- 200 bps) ;

Scénario 3 : Hausse des taux courts ;

Scénario 4 : Baisse des taux courts ;

Scénario 5 : Aplatissement de la courbe des taux ;

Scénario 6 : Pentification de la courbe des taux.

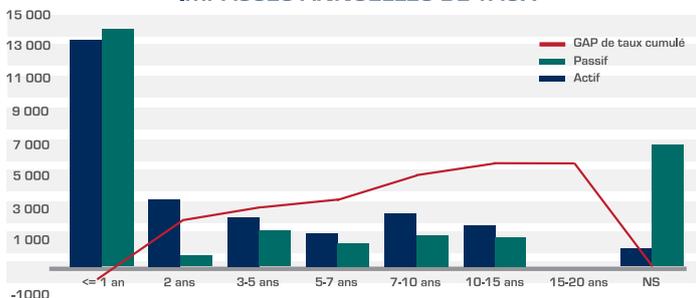
L'analyse et l'évaluation des risques de taux d'intérêt obéit à une double logique à savoir la préservation de la marge d'intérêt et de la valeur économique des fonds propres.

La Banque a opté pour l'approche dite méthode des échéances en mode statique. Cette approche consiste à écouler toutes les positions du bilan en statique en fonction de leurs caractéristiques contractuelles ou conventionnelles.

Exposition au 30 juin 2024

Les impasses de taux en flux se présentent au 30 Juin 2024, comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE TAUX



L'impact des scénarii réglementaires est de -5,01% sur la marge d'intérêt nette provisionnelle et de 14,68% sur la valeur économique des fonds propres.

Risque de Change

Afin d'être immunisé contre le risque de change, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale et ce, à l'occasion des tirages effectués à compter de l'exercice 2019 sur les lignes de crédit contractées auprès des bailleurs de fonds étrangers ;

Pour rappel, la couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances / Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3 Risques Opérationnels

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC dispose d'un manuel de procédures générales couvrant les processus fonctionnels relevant des domaines Pilotage, Opérationnel et Support. La cartographie des processus a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001.

Par ailleurs, l'utilisation d'outil de modélisation permet d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière afin de se conformer entre autres aux évolutions de la réglementation, de l'activité ou des systèmes d'information.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 du Wali de Bank Al-Maghrib, relative au contrôle interne des établissements de crédit et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, relative au plan de continuité de l'activité au sein des établissements de crédit, le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA), qui a été approuvé par le Conseil d'Administration. Le PCA permet au FEC d'assurer le fonctionnement de la Banque en mode dégradé ainsi que la reprise des activités, et ce, selon divers scénarios de crise.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, Procédures, Plan de communication...) est mis à jour régulièrement. De même, le plan de maintenance opérationnelle du PCA du FEC est en cours de renforcement.

Par ailleurs, le FEC continue à assurer une veille permanente quant à la survenance de tout événement pouvant nécessiter l'activation de son PCA, afin de garantir la continuité d'activité des services de la Banque et la sécurité de ses collaborateurs. Ainsi, et en l'absence d'incident nécessitant son activation, le PCA du FEC n'a pas été activé au cours du premier semestre 2024.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels en s'appuyant sur la typologie II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al-Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques ;
- la conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales ;
- le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés ;
- la collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des entités Métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib relative à la fonction conformité du 31 août 2007, le FEC s'est doté d'une politique et d'une charte de conformité.

**forvis
mazars**

76, Bd Abdelmoumen,
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca-Maroc

Coopers Audit

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION
INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX**

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2024

En application des dispositions de la loi n°44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 6.071.493 KMAD dont un bénéfice net de 176.562 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipement Communal établis au 30 juin 2024, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 septembre 2024

Les Commissaires aux Comptes

FORVIS MAZARS

**forvis
mazars**
76 Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia
7ème Etage - Casablanca
Tél: 05 22 42 34 23

Taha FERDAOUS
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 | Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOUI
Associé



Fonds d'Equipeement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Maroc
Tél: +212 (0) 537 56 60 90 à 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma